

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)
(10^e édition. – Décembre 2002)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)
(7^e édition. – Décembre 2002)

ACCORD DU 10 JANVIER 2005
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
(LIMOUSIN)

NOR : *ASET0550175M*
IDCC : *1596, 1597*

Entre :

La fédération du bâtiment de la région Limousin ;
La CAPEB de la région Limousin ;
La fédération régionale des SCOP du bâtiment du Limousin,

D'une part, et

La construction, bois du Limousin CFDT ;
L'UR du bâtiment de la région Limousin CFTC ;

L'union syndicale de la construction du Limousin CGT ;
Le syndicat du bâtiment, région Limousin Force ouvrière ;
Le bâtiment de la région Limousin SNC-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de l'article I.31 de la convention collective nationale des ouvriers du bâtiment, en date du 8 octobre 1990, le montant des petits déplacements, applicables dans la région Limousin, sont modifiés ainsi qu'il suit :

1^o Indemnité de repas, sous-zone 1 A, 1 B et autres zones : 8,79 € au 1^{er} janvier 2005.

Il est rappelé que l'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

- l'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;
- un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;
- le repas est fourni gratuitement ou avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas.

2^o Indemnité de transport (au 1^{er} janvier 2005) :

- sous-zone I A : 0,59 € ;
- sous-zone I B : 1,32 € ;
- zone 2 : 4,04 € ;
- zone 3 : 6,70 € ;
- zone 4 : 9,38 € ;
- zone 5 : 12,07 €.

3^o Indemnité de trajet (au 1^{er} janvier 2005) :

- sous-zone I A : 0,59 € ;
- sous-zone I B : 1,34 € ;
- zone 2 : 2,75 € ;
- zone 3 : 3,93 € ;
- zone 4 : 5,12 € ;
- zone 5 : 6,31 €.

Article 2

Les présentes dispositions entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

Article 3

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité.

Fait à Limoges, le 10 janvier 2005.

(Suivent les signatures.)